

23 Décembre 1867.

Tout cela est parfaitement vrai et juste. - Il me me reste
qu'à désirer que Dieu vous accorde les forces nécessaires pour
continuer encore longtemps votre service si utile et que personne
n'apprécie plus que moi.

264

N^o 1

Sire,



A mon âge on n'est jamais sûr du
lendemain. Il est bon de se mettre en règle
avec sa conscience. - J'ai tenu à me rendre compte
des résultats pratiques des onze années de confi-
ance que Votre Majesté Impériale a
daigné m'accorder.

Permettez-moi de déposer ce travail
à Vos pieds.

Dans l'Eglise primitive les Chrétiens
se confessaient publiquement sur le parvis
du Temple. Les temps ont changé. C'est à
mon Souverain qu'en vieux serviteur dé-
voué je tiens à faire ma confession.

St. Petersbourg,
le 23 Décembre 1867.

= Gorkham

23 Decembre 1867.

N° 3

2
365
3



En Janvier 1856. un
Conseil solennel, convoqué
par Sa Majesté l'Empereur,
fut appelé à délibérer sur les
propositions de paix des Pui-
sances Occidentales.

Parmi ceux qui le com-
posaient plusieurs sont morts
aujourd'hui. — Ils représen-
taient l'expérience acquise
par une longue pratique
des affaires et étaient ani-
més d'un profond sentiment
d'attachement au Souverain
et à la patrie.

Les opinions émises par
eux dans une circonstance

aussi critique pour les intérêts
et l'honneur de la Russie,
ont un grand poids.

Tous furent d'avis :

que la guerre nous avait
placés dans une position in-
tolérable,

qu'avec ses immenses
frontières, s'étendant de
Torneo à Tiflis, avec deux
mers intérieures formant
un arc, dont les Puis-
sances maritimes tenaient
la corde, la Russie était
hors d'état de prendre au-
cune offensive, qu'elle de-
vait se borner à attendre
les coups que ses adver-
saires trouveraient bon de
lui porter, sans pouvoir
ni les rendre ni les parer,
parce que l'étendue et la

configuration de ses frontières l'exposaient à n'être en force nulle part, si elle voulait être partout, et à désigner elle-même les points dégarnis aux attaques de l'ennemi, si elle voulait concentrer ses forces.

Que cette situation ne permettait d'espérer aucune chance favorable de la prolongation de la guerre, mais devait au contraire faire prévoir une dangereuse aggravation:

1^o parce que les finances du pays, ébranlées par des sacrifices au-dessus de ses ressources, finiraient par le réduire à un état d'épuisement incurable, et que la Suède, rayée après



les guerres de Charles XII du
nombre des Grandes Puissances,
et l'Autriche réduite après
1815. à un effacement com-
plet, étaient une preuve
vivante de ce que deviennent
les États lorsqu'ils s'exposent
à une déperdition de force
qui atteint en eux les
sources même de la vie;

2^e parce que, outre les
Puissances alors réunies
contre elle, la Russie était
entourée d'États, dont la
douteuse neutralité est tou-
jours prête à faire place à
une hostilité déclarée, et
que, si la Suède, l'Alle-
magne et la Perse se pro-
nonçaient contre elle, comme
cela était probable, elle se
trouverait en face d'une coalition

sans exemple dans l'histoire,
et d'une tâche qui, malgré
tout son patriotisme, excè-
derait la mesure de ses forces.

Enfin 3^e parce que avec
l'accroissement de la coalition,
son objectif augmenterait
sans aucun doute, et que
la Russie, ayant sur-
toute l'étendue de ses fron-
tières et à toutes ses extré-
mités des provinces, conquises
depuis à peine un siècle,
qu'elle n'avait pas eu le
temps de s'assimiler, ni de
rattacher au centre par
le solide lien des intérêts
et des communications,
/ Finlande, provinces baltiques,
Pologne et provinces polonaises,
Bessarabie, Transcaucasie,
Arménie :/ — se verrait exposée



à des pertes territoriales qui
déferaient toute son histoire
et la rejetteraient pour long-
temps hors du continent Eu-
ropeen.

Ces graves considérations
déterminèrent Sa Majesté
l'Empereur à accepter la
paix.

Les motifs qui enga-
gèrent Sa Majesté Impériale
à imposer à la Russie ce
douloureux sacrifice étaient
par conséquent :

1^o. La lumière que cette
pénible crise avait portée
sur les causes de faiblesse
inhérentes à la situation
de l'Empire. — Ces causes
avaient été dissimulées
pendant 40. ans par le
système de nos alliances ~

conservatrices, mais révélées
au grand jour par la der-
nière guerre, elles attei-
gnaient à la fois notre
puissance effective et notre
prestige aux yeux de nos
amis et de nos ennemis.

2^e La conviction, qu'il
était plus sage de s'arrêter
sur cette pente dangereuse
alors qu'il était temps encore
pour la Russie de réparer
ses pertes et de reconquérir
la puissance, la sécurité
et le prestige qui lui ap-
partenaient.



Ce programme était
indiqué au patriotisme
de la Russie, à la présomption
du Gouvernement Impérial,
avec une évidence qui n'ad-
mettait pas d'hésitation.

C'est celui que nous ont
tracé les ordres de Sa Majesté
l'Empereur après la conclu-
sion de la paix.

Il consistait à remédier
au mal, révélé par la guerre,
en écartant les causes qui
l'avaient amené. — Ces causes
étaient multiples. — Les unes
résultaient de notre situa-
tion géographique. — Le re-
mède à y apporter était de
diminuer par des voies ferrées
les distances qui nous a-
vaient paralysés. — Les autres
provenaient du retard apporté
dans notre développement
intérieur, qui n'avait pas
pu suivre l'immense dé-
veloppement extérieur de
l'Empire. — De là le peu
de densité relative de la

intellectuelles, morales et matérielles du pays.

2^o Le concours du temps sans lequel rien de durable ne se fonde.

La tâche du Ministère Impérial a été de contribuer à assurer ces deux éléments de succès.

Notre activité politique devait donc avoir un double but ;

1^o Epargner à la Russie toute participation à des complications extérieures, qui détourneraient une partie de ses forces de son propre développement intérieur.

2^o Veiller autant que possible à ce qu'en attendant il ne se produisît pas en Europe des modifications



de territoire, d'équilibre ou d'influence, qui porteraient de graves atteintes à nos intérêts ou à notre position politique.

À ces deux conditions il était permis d'espérer que la Russie, après avoir réparé ses pertes, développé ses forces et ses ressources, reprendrait sa place, son rang, son prestige, son influence, sa mission parmi les Grandes Puissances.

Tel a été le mobile constant assigné à notre politique par les ordres de Sa Majesté l'Empereur.

Depuis 11 ans le repos de l'Europe a été souvent troublé. — La Russie a pu néanmoins se livrer en paix

population répartie sur d'im-
menses espaces, son peu de
productivité et comme consé-
quence la pauvreté du
budget, peu en rapport
avec les charges énormes
qui pèsent aujourd'hui
sur les Etats civilisés, et
qui pour nous sont accrues
par l'étendue de nos fron-
tières. — Il y avait là tout
un travail de réformes or-
ganiques destinées à sti-
muler l'activité agricole,
industrielle et commerciale,
le crédit, l'instruction, —
les communications &c.



Ce n'est pas ici le lieu
de rappeler ce qui a été
entrepris à l'intérieur par
l'initiative de Sa Majesté
Impériale.

La tâche a été difficile et laborieuse. — Toute lumière porte une ombre à ses côtés. Mais l'histoire offre certainement peu d'exemples d'une oeuvre de rénovation aussi profonde, aussi vaste, accomplie en si peu de temps et aussi heureusement, — grâce à l'intime accord du pouvoir et de la nation. La Russie y a puisé un motif de gratitude envers son Souverain, de foi dans la Providence et de confiance dans ses destinées.

Pour que cette oeuvre fût menée à bonne fin et portât ses fruits, deux conditions étaient indispensables:

1.^o Le concours absolu, exclusif, de toutes les forces

à ses travaux intérieurs. —
 Pendant 6 ans après la paix,
 elle a été affranchie du re-
 crutement. — La crise Polo-
 naise a seule exigé des
 sacrifices. — Il n'a pas depen-
 du de nous de les éviter. —
 Mais ils n'ont pas été
 stériles. — La coalition tentée
 contre nous a été dissipée
 sans guerre. — Moralement,
 la question Polonaise a
 changé de face. — L'Europe
 s'est convaincu pour la
 première fois que derrière
 le Gouvernement Russe
 il y avait la nation Russe
 tout entière, prête à se le-
 ver pour la défense de son
 intégrité. — Cet enseigne-
 ment ne sera pas perdu.
 Politiquement, les obligations



internationales résultant des
anciens Traités et qui nous
liaient ou nous embarrassaient,
ont été écartées sans
lutte matérielle. Le Gouver-
nement Impérial a pu
entreprendre la tâche difficile
d'assainir la société polo-
naise, de guérir les plaies
qui la rongent, de la
rendre inoffensive et de
préparer les voies à une fu-
sion définitive, sans ren-
contrer sur sa route l'obstacle
d'ingérences, dérivant de
transactions diplomatiques.

Dans le même espace
de temps d'importantes mo-
difications sont survenues
en Europe. Leur ensemble
n'a pas empiré notre
position.

L'alliance des Puissances maritimes, qui était un de nos plus grands périls, ne s'est pas consolidée malgré leurs efforts. — Elles se sont trouvées en désaccord en Syrie, au Mexique; elles n'ont pas pu s'accorder dans la crise Polonaise; leurs intérêts sont aux prises en Egypte et dans la mer Rouge. — Si un conflit entre elles n'est pas à prévoir, leur coalition hostile contre nous n'est pas probable.



L'Angleterre, sur laquelle pèse la crainte des États-Unis et qui tient compte de nos bonnes relations avec le peuple américain, observe dans les affaires politiques du continent Européen une

réserve qui nous prive de son concours éventuel, mais nous affranchit de son antagonisme direct.

Nous avons inutilement cherché à nous rapprocher de la France. — Nos efforts ont échoué devant les préventions invétérées qui depuis un siècle ont séparé les deux pays et qu'une politique mobile, vacillante et sans franchise n'était pas de nature à écarter. — Toutefois cette politique a eu pour conséquence de tels embarras intérieurs et extérieurs, que la position de la France en a été sérieusement atteinte. Dans ces conjonctures l'Empereur Napoléon est obligé à des ménagemens envers nous.

Il est difficile de prévoir jusqu'où il nous sera possible de porter ces ménagemens et jusqu'à quelles limites s'étendra le concours auquel nous tâchons de le convier. Cela dépendra de la tournure que prendront finalement les combinaisons de la politique générale. Toutefois, quelque incertaine et précaire que soit cette chance, nous devons en tenir compte et ne point nous en priver volontairement.



L'Italie a réalisé son unité par des moyens que nous n'avons pas approuvés. Leur origine révolutionnaire a corrompu d'avance la source de cette oeuvre nationale. Mais le fait en lui-même

n'a rien qui nous soit contraire.
La cession territoriale, par laquelle elle a payé le concours de la France, ne peut pas nous nuire. — En ce moment l'Italie occupe l'attention de la France comme elle absorbait autrefois celle de l'Autriche. — C'est une diversion qui n'est pas sans avantages. — Notre attitude envers elle a jeté entre nous le germe de bonnes relations. L'Italie peut, dans certaines circonstances, prêter à notre politique un concours utile.

La Monarchie Danoise était une antique alliée de la Russie. — C'est avec douleur que nous avons vu son démembrement. — Il n'a pas dépendu de nous de l'empêcher.

L'Europe conservatrice des
Traités s'est montrée absente.
Seuls nous n'aurions pu
sauver le Danemark qu'au
prix d'une guerre, qui nous
aurait aliéné l'Allemagne.

Les conséquences, qu'une
telle éventualité auraient
eu sur notre position au
centre, auraient certaine-
ment dépassé en gravité
les suites que nous pouvons
prévoir de la création d'éta-
blissements maritimes Rus-
siens dans la Baltique.

Le fait capital de la si-
tuation politique actuelle
c'est l'absorption de l'Alle-
magne du Nord par la
Prusse et l'achèvement de
l'unité Germanique, qui
semble devoir en être le résultat.



Certainement c'est là une grave altération de l'équilibre politique de l'Europe.

Des évènements d'une aussi grande portée ne sont pas de simples accidents. Ils dérivent en partie de la force supérieure des choses et échappent à la prévoyance humaine.

Cependant, dans les limites où cette prévoyance peut s'exercer, nous n'avons rien négligé de ce qui dépendait de nous pour prévenir la guerre qui a amené ces graves résultats, et pour en réduire les conséquences par l'action collective de l'Europe.

Nous n'avons rencontré aucun concours. L'Angleterre

a applaudi à l'agrandissement
de la Prusse, l'aveuglement
de la politique Française ne
lui a pas permis d'en pré-
voir les suites, alors qu'il
était encore temps d'y porter
remède.

Si l'on devait juger les
événemens d'après les seuls
calculs de la raison, il
faudrait conclure que cette
grave modification d'équi-
libre, accomplie au centre
de l'Europe, n'est pas con-
forme aux intérêts des
Puissances voisines.

Mais à côté des intérêts
il y a les passions dont la
politique doit tenir compte.

Les tendances ambitieuses
et remuantes de la France,
son hostilité agressive à notre



égard, ses engouemens polonais et ses préventions catholiques, sont tellement invétérées que jusqu'à présent il nous est impossible de placer aucune confiance dans un rapprochement sérieux et sincère entre elle et nous.

Dès lors la création d'une forte Puissance politique et militaire, interposée entre la France et nous, sous la direction d'un Etat protestant, anti-polonais et longtems allié à la Russie, nous offre des avantages réels.

Tant que la France et la Prusse restent rivales et hostiles, elles se tiennent mutuellement en respect. Toutes deux ont intérêt à nous ménager, afin de s'assurer de

notre bon vouloir dans la paix,
de notre appui éventuel dans
la guerre.

Notre politique peut tirer
de cette position un utile parti.

Si elle devait finalement
aboutir à la guerre, une telle
éventualité entraînerait pour
nous des conséquences trop
sérieuses pour que nous puis-
sions la désirer. — Toutefois
elle aurait des chances fa-
vorables en même temps que
des périls. — Sans prétendre
en prévoir l'issue, on peut
cependant admettre comme
probable qu'elle ne saurait
avoir des résultats aussi-
décisifs que la guerre de 1806.

Aujourd'hui, ni la France
ni la Prusse ne sont en état
de se détruire l'une l'autre.



Quel que soit le vainqueur
ou le vaincu, une guerre ne
ferait, selon toute probabilité,
que semer entre les deux voi-
sines le germe de nouveaux
ressentimens qui, pour l'une
et l'autre, donnerait d'au-
tant plus de paix à notre
amitié, vu le poids consi-
dérable que la Russie est,
là, plus que partout ailleurs,
en mesure de jeter dans la
balance.

Une guerre entre elles ne
nous délierait les mains
que si nous étions prêts à
en profiter pour agir sur
d'autres points. — Aussi
longtemps que tel n'est pas
le cas, notre intérêt est de
maintenir entre la Prusse
et la France un certain équilibre,

sans prendre aucun engage-
ment.

C'est ce que nous avons
fait. — Nous ne voyons pas
de motifs pour nous écarter
de cette marche.

Une des suites immédiates
les plus graves des évènements
de l'Allemagne, c'est le
changement apporté à la
position de l'Autriche

Tant que cette Puissance
avait un pied en Italie et
un autre dans la Confédé-
ration Germanique, nous
avons pu nous croire in-
téressés à sa conservation,
comme un élément d'ordre
Européen nécessaire dans
notre voisinage. — Une fois
qu'elle a perdu ses attaches
avec l'Italie et l'Allemagne,

ses affinités la portent vers le Danube et la Vistule; par ses tendances anti-slaves elle devient pour nous un adversaire décidé et l'activité politique de M^r de Beust en fait une menace immédiate.

Les questions de race, assoupies à grande peine entre l'Autriche et nous par la prudence des deux Gouvernements, réveillées par les doctrines du jour et saisies par le journalisme et les passions nationales, peuvent difficilement être contenues.

Elles font prévoir des incompatibilités qui, dans certaines circonstances, peuvent dégénérer en un conflit.

Mais plus ces éventualités

paraissent difficiles à éviter
et plus leurs conséquences sont
sérieuses, plus il est de notre
intérêt de ne les aborder
qu'avec la pleine disposi-
tion de toutes nos forces.—
Ce serait une faute de les
provoquer prématurément.

Quant à l'Orient, ~
entre les intérêts directs et
vitaux que nous avons de
ce côté, il y a des traditions
et des sympathies nationales
qui engagent notre politique.

Nos intérêts positifs se
 rattachent à notre situation
 dans le bassin de la mer
 Noire et à l'équilibre géné-
 ral de l'Orient.

Sous ce premier rapport
le fardeau légué par la paix



de Paris ne s'est pas allégé.

Il continue de peser sur nous
d'une manière intolérable.

Toutefois c'est une ques-
tion qui ne saurait être sé-
parée de la situation géné-
rale de l'Orient. — L'une et
l'autre sont dans une étroite
dépendance. — Elles ne se ré-
soudront que par la force.

C'est l'élément de solution
qui nous a manqué jusqu'à
présent. — Le jour où nous
serons assez forts pour ré-
soudre l'une de ces questions,
l'autre sera tout naturelle-
ment résolue.

Déplacer ce moment
ne serait pas d'une sagesse
politique.

Les Traités n'ont de valeur
que par la persistance des

causes qui les ont amenés.

En 1856. ces causes ont été, d'une part, la coalition Européenne formée contre nous, d'autre part, l'impossibilité matérielle, où nous nous sommes trouvés d'y faire face.

La première de ces causes s'est affaiblie. — L'état de l'Europe ne rend guères possible le retour d'une coalition contre nous, à moins de provocations directes de notre part, qui feraient disparaître les motifs de discorde qui divisent aujourd'hui les Grandes Puissances. — C'est ce qu'avec un peu de prudence nous sommes à même d'éviter.



Il dépend également de nous de faire disparaître, avec le tems, la seconde cause,

c'est à dire les obstacles matériels qui nous ont paralysés de 1853. à 1856. — C'est à quoi tend le travail qui s'accomplit à l'intérieur du pays, et qui contient notre avenir.

Quant à la situation générale dans la presqu'île des Balkans, l'événement a prouvé que les Puissances se sont fait une étrange illusion en s'imaginant avoir résolu la question d'Orient par la paix de 1856.

Le problème est plus ardu, plus pressant que jamais.

Au lendemain de la paix, la Porte, de concert avec l'Autriche, s'est efforcée d'en développer les conséquences dans le sens d'une extension de ses droits de Souveraineté.

Par notre rapprochement avec la France dans l'affaire d'Italie nous avons déjoué cette politique. — Le concours, que le Cabinet des Tuileries nous a prêté, a été, il est vrai, peu sincère et très-restreint. En outre, les collisions auxquelles la Porte s'est trouvée exposée avec ses sujets et vassaux Chrétiens ont été partielles, successives, isolées, ce qui en a rendu la répression possible. — Toutefois elles ont révélé la décadence progressive de la domination ottomane devant la marée montante des aspirations Chrétiennes.

Si nous n'avons à apprécier le problème Oriental qu'au point de vue de la



politique pure, cette situation
suffirait pour nous rassurer.
Déjà en 1802, le Cabinet
Impérial avait énoncé
comme un axiome que:
" dans son état de faiblesse
" actuelle la Turquie était
" le voisin le plus commode
" que nous puissions désirer."
Cette doctrine a été confirmée
d'une manière éclatante en
1829, au moment où nos
troupes victorieuses occu-
paient Andrinople. Il fut
solennellement reconnu que:
" de toutes les combinaisons
" imaginables, l'Empire Turc
" était encore celle qui conve-
" nait le mieux aux intérêts
" de la Russie."

Assurément, l'affaiblisse-
ment de la Turquie n'a fait

qu'augmenter depuis cette époque. — Il a même fait des progrès depuis la paix de 1856, et la désaffection croissante des sujets Chrétiens du Sultan met ce Souverain hors d'état de nous nuire.

Mais nous ne pouvons pas envisager la question sous ce seul point de vue.

Les sympathies de race et de foi qui nous unissent aux Chrétiens d'Orient sont une force morale chez nous et au dehors. — Nous devons en tenir compte sans y sacrifier nos intérêts positifs.



Dans ce but nous avons cherché à détourner les populations Chrétiennes de la Turquie, des agitations incohérentes et isolées, qui

n'aboutissaient qu'à faire
verser inutilement leur sang
et à empirer leur position.
Nous avons tâché de les en-
gager à concentrer, unifier
et développer leurs forces avec
patience et persévérance, -
dans la conviction que, par
le cours naturel des choses,
la décadence progressive de
l'islamisme amènerait -
finalement la prépondérance
des races Chrétiennes et que,
si une solution violente était
inévitabile, encore valait-il
mieux s'y préparer, eux et
nous, avec maturité, plu-
tôt que de gaspiller nos forces
par des tentatives inconsi-
dérées.

Cette marche était incon-
testablement la plus sage,

car l'émancipation de l'Orient
Chrétien ne peut s'accomplir
d'une manière rationnelle
et solide que par la Russie.
Elle seule, grâce à ses sym-
pathies nationales désintéres-
sées peut servir de lien entre
ces races hétérogènes, soit pour
assurer leur avènement à
la vie politique, soit pour les
mettre à même de la con-
server. — Sans cela, elles tom-
beraient dans la confusion
et l'anarchie qui les livre-
rait, soit à la domination
des Turcs, soit aux exploi-
tations de l'Occident.



Or, pour pouvoir remplir
cette mission, la Russie doit
être en possession de la plé-
nitude de ses forces.

Toutefois, les conseils de

la raison trouvaient difficilement accès auprès de populations peu développées, sans relations suivies entre elles, manquant d'unité et de centre d'action, autant que de ressources matérielles, sans maturité politique, n'ayant d'idées communes que le sentiment de leur foi, de leurs souffrances et de leur haine pour l'islamisme. Le voisinage et l'exemple de l'Italie, les instigations d'agens provocateurs de la révolution cosmopolite avaient enflammé leurs espérances.

Les rapports que nous recevions de l'Orient s'accordaient à constater l'impossibilité de les contenir plus longtemps.

Toutes les populations Chrétiennes croyaient non seulement que l'heure était venue de secouer un joug abhorré, mais encore que le moment actuel était peut-être le dernier, parce que le système poursuivi par la France, toléré par l'Angleterre, accepté par les Turcs, tendant à relever l'Empire Ottoman par les progrès matériels, aurait pour résultat de mettre à la disposition de l'autorité dominante toutes les ressources civilisatrices de l'Occident et d'envoyer, par un bien-être importé du dehors, le sentiment de la foi et de la nationalité qui étaient



les seules forces vivaces de l'Orient
Chrétien. — Elles se considéraient
comme suffisamment fortes
pour accomplir leur délivrance,
pourvu que l'Europe ne s'en
mêlât pas. — Tenant compte
de nos préoccupations inté-
rieures, tout ce qu'elles nous
demandaient au nom de
nos traditions, c'était de leur
assurer le bénéfice de la —
non-intervention. — Enfin,
elles ne nous laissaient pas
ignorer que, si nous conti-
nuions à leur prêcher une
patience impossible, elles
porteraient ailleurs leurs es-
pérances et leurs sympathies.

Dans cet état de choses
nous avons pensé que :

d'une part la situation
de l'Europe s'étant profondément

modifiée par les résultats de
l'unité Italienne et Germa-
nique, qui paralysait l'ac-
tion de la France et de l'Au-
triche, et par les conséquences
de la guerre d'Amérique,
qui pesaient sur la politique
Anglaise, et nos adversaires
de 1854. à 1856. se trouvant
hors d'état de refaire l'an-
cienne coalition, nous n'a-
vions ni droit, ni intérêt à
arrêter l'élan des popula-
tions Chrétiennes, au risque
de nous les aliéner et de les
jeter ainsi dans les bras
des influences hostiles de
l'Occident.



D'autre part, ne pou-
vant pas, comme les Fran-
çais en Italie, jeter 200. /
m. en trois jours au delà des-

Balkans et occuper Constantinople comme Rome du consentement de l'Europe; toute assistance matérielle directe de notre part devant au contraire entraîner une conflagration, qui deviendrait Européenne et absorberait toutes nos forces, ~ nous n'avons ni droit, ni intérêt à exciter les Chrétiens d'Orient par des encouragemens imprudents.

Il nous eût sans doute été facile, en semant parmi eux quelque argent et quelques armes, comme on nous l'a conseillé, de les soulever contre la domination Turque. Le soin que nous avons pris d'armer entre eux plus de concert et d'union autorisait

certainement la conviction
qu'un pareil soulèvement
général eût fortement ébranlé
l'Empire Ottoman.

Mais il nous était im-
possible de croire à la réalité
des espérances qu'ils fonderaient
sur l'énergie de leurs aspira-
tions, plutôt que sur leurs
forces effectives.

L'expérience nous avait
malheureusement appris que
ces races si profondément di-
visées et éprouvées par l'his-
toire, n'étaient suffisamment
mûres, ni pour conquérir,
ni pour conserver à elles
seules leur indépendance.

Nous aurions donc été
dans l'obligation ou de les
secourir au risque d'allumer
une conflagration pour laquelle



nous ne sommes pas prêts, —
ou bien de les livrer à la su-
périorité des armées régulières
et des ressources de la Turquie,
appuyée par le fanatisme
du monde musulman re-
veillée de sa léthargie, — se-
condée moralement, finan-
cièrement et peut-être ma-
ritimement par le concours
des Puissances de l'Occident;
c'était un jeu politique —
odieux qui ne pouvait pas
entrer dans la pensée de
Sa Majesté l'Empereur.

Nous avons pu, il y a
un siècle, essayer d'un pa-
reil système, mais nous
avons alors l'excuse :
d'abord, de la nécessité,
qui nous obligeait dans
l'intérêt même de l'avenir

de l'Orient Chrétien, à assurer par une diversion efficace, la conquête de la Crimée, qui portait un coup décisif à la prépondérance de la Turquie dans la mer Noire, et préparait celle de la Russie; ensuite, nous avions l'excuse de l'inexpérience de ce théâtre stratégique, des forces de résistance de l'islamisme et des ressources agressives des insurrections Chrétiennes.



Aujourd'hui nous ne saurions alléguer les mêmes motifs. Une pareille combinaison n'eut pas même été d'une bonne politique. Les Chrétiens nous auraient, un jour ou l'autre, demandé compte de leur sang inutilement versé! —

Le Cabinet Impérial a donc
jugé que le seul parti à prendre
était de laisser le champ libre
aux Chrétiens d'Orient, à leurs
risques et périls, — de ne pas
leur laisser ignorer qu'ils n'au-
raient à attendre de nous
aucune assistance maté-
rielle directe, que nous nous
bornerions à un appui moral
chaleureux et sympathique,
mais subordonné à nos néces-
sités intérieures et que, dans
leur propre intérêt et, pour
leur assurer le bénéfice de
la non-intervention, nous
devrions même nous abstenir
de toute action trop apparente,
afin d'écarter le fantôme de
l'ambition Russe, qui leur
attirerait inmanquablement
l'hostilité de l'Europe.

Telle est en effet la marche
que nous avons suivie.

Nous avons convié les
Cabinets à une entente et
une action diplomatique
commune dans un intérêt
de conciliation, d'apaisement
et d'humanité.

C'était écarter nettement
toute prétention exclusive qui
aurait pu nous être attribuée.

Nous avons même pris
l'initiative du principe de
non-intervention et en a-
vons proposé l'adoption à
toutes les Puissances.

Nous avons cherché à
profiter des embarras de la
politique française en l'Occident
pour la rapprocher de nous
sur le terrain de l'Orient
et à cet effet nous nous sommes



efforcés de réduire la question
aux proportions d'un intérêt
d'humanité, sur lequel toutes
les Puissances Chrétiennes
pourraient et devraient s'en-
tendre.

Le voyage de Sa Majesté
l'Empereur à Paris a été
entrepris en grande partie
dans cette intention.

Rien de ce qui dépendait
de nous n'a été négligé pour
assurer le succès de ces efforts.

Il nous aurait été impossible
d'être plus pressans, plus
énergiques sans sortir du
cadre où la situation de
l'Europe permettait d'espérer
une entente collective et sans
exciter la défiance des Ca-
binets sur nos vues défini-
tives.

d'ardeur que de tact, accentuée d'ailleurs par le nouveau lien de famille contracté entre la Maison Impériale de Russie et la Maison Royale de Grèce, avait surexcité au plus haut degré les espérances des populations Chrétiennes de l'Orient, et que, d'un autre côté, la résolution de plus en plus énergique qu'elles manifestaient en conséquence, de soutenir, d'étendre, de généraliser la lutte et de vaincre ou de mourir, - nous portait à rendre plus pressante et plus ferme notre insistance auprès du Souv^{er}ain Turc et des Cabinets.

Il y avait là une pente dangereuse, qui pourrait

aboutir à des déceptions, soit que les Chrétiens s'exagérassent le but et la limite de notre concours, dans l'espoir de nous entraîner malgré nous, soit que nous fussions involontairement conduits à nous faire illusion sur la nature et la portée de leurs déterminations.

C'est pour sortir de cette impasse et écarter tout malentendu, que nous avons émis notre dernière déclaration.



Elle coupe court à des pourparlers rendus stériles par des réticences et des arrières-pensées. Elle dégage notre responsabilité, elle met face à face les Turcs et les Chrétiens en les

avertissant qu'ils ne doivent
compter que sur eux-mêmes,
et établit le champ clos en
écartant toute intervention,
et plus particulièrement
celle de l'Autriche qui, plus
que toute autre Puissance,
paraissait y être disposée.

Ce n'est pas une solution.
C'est une position nette et
franche, exempte de pièges
et d'obscurités, qui nous
laisse libres de notre action
et concilie ce que nous nous
devons à nous même avec
ce que nous devons aux
Chrétiens d'Orient.

C'est à eux à consulter
leurs forces et les signes du
temps, à décider si leur
position est de celles où un
peuple ne prend conseil que

de son propre désespoir et de
son énergie, ou bien s'il
est préférable d'ajourner, de
graduer la pression mena-
çante de leur attitude jus-
qu'à ce qu'eux et nous,
soyons prêts à profiter de
circonstances favorables.

En résumé :

Depuis 11. ans la Russie
est restée en paix, au mi-
lieu d'une période de troubles
politiques.



Elle a pu consacrer son
attention et ses forces à ses
travaux intérieurs.

Ce tems n'a pas été perdu.
Beaucoup a été fait, beau-
coup reste à faire encore.
Cette oeuvre intéresse trop

sa grandeur, sa puissance
et sa sécurité à venir, pour
qu'on puisse la compromettre
sans une nécessité absolue.

Dans cette intervalle des
changemens importans se
sont accomplis en Europe.
Les uns nous sont indifférens
ou plutôt favorables que
nuisibles. — D'autres, quoique
regrettables au point de vue
de nos intérêts, étaient dans
la force des choses et ne
pouvaient être empêchées
sans une conflagration,
pour laquelle ni la Russie
ni l'Europe n'étaient pré-
parées.

Somme toute, s'ils nous
laissent entrevoir des adver-
saires éventuels, ils nous ré-
servent aussi des alliés utiles.

La situation générale ne s'est donc point modifiée à notre détriment.

La Russie, sans effort extérieur, n'a point perdu de son importance politique en Europe, celle qui lui appartient et qu'elle doit acquérir dépend exclusivement de son assiette intérieure. — Lorsqu'elle sera consolidée, un vaste champ reste ouvert à ses combinaisons, et une pleine liberté réservée à son action.



La question d'Orient a marché. — Elle devance nos prévisions non par la direction qu'elle suit, mais par la rapidité de ses allures.

Notre position, gravement

atteinte par les conséquences
de 1856. n'a pas empiré. Au
contraire : les sympathies de
nos coreligionnaires sont plus
vives, leur confiance en nous
plus solide, la domination
Ottomane n'est pas moins
ébranlée ; l'accord hostile
des Puissances, jadis coal-
sées contre nous, est devenu
moins compact.

Les Principautés Unies
sont à peu près libres. Leur
indépendance a été inaugurée
par quelques excès. L'expé-
rience les corrigera. En tout
cas c'est un précédent qui
a été posé.

La Serbie a recouru
Belgrade et fortifié son
autonomie.

La Grèce a un jeune

Roi, sage et ferme, double-
ment allié à la Maison
Impériale de Russie, et
une Reine Orthodoxe. —
Vous sommes le ciment
qui tend à unir les races
Chrétiennes de l'Orient mal-
gré leurs divergences. — Grâce
à nous, elles présentent un
ensemble plus compact et
plus solide. — Leur cause
a pris place dans la con-
science publique de l'Europe,
non plus comme une série
d'accidens partiels et isolés,
mais comme une grande
question, qui réclame une
solution dans l'intérêt gé-
néral.



Ce n'est pas tout, —
mais c'est quelque chose
et cela ne nous a coûté

aucun sacrifice.

Nous ne méconnaissons pas les difficultés que nous avons encore devant nous. —

Mais il y en a qui sont dans la nature des choses, — nous n'y pouvons remédier que dans la mesure du possible.

Il ne dépend pas de nous d'empêcher que les races Chrétiennes de l'Orient ne soient militairement inférieures en forces, en armement et en organisation aux troupes régulières de la Turquie, armées, exercées et commandées grâce au concours de l'Occident. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de les aider à se fortifier, dans la limite —

de nos moyens.

Nous ne pouvons pas empêcher que leurs dissensions ne paralysent la force qu'ils pourraient puiser dans une insurrection générale. — Tout ce que nous pouvons faire, c'est de les engager à s'unir pour la lutte et à ajourner leurs querelles jusqu'après la victoire.



Nous ne pouvons pas empêcher les Puissances Occidentales d'être défiantes et hostiles à notre égard jusque dans leurs velléités de bienveillance libérale envers les Chrétiens d'Orient et de se faire une arme contre nous, même des améliorations qu'elles

réclament en leur faveur.

Avec les moyens financiers dont elle dispose, la France en particulier ouvre à la Turquie le marché de la bourse de Paris, l'attire de plus en plus dans la voie des emprunts, gouverne les finances turques, par des succursales de la Société du crédit français, entretient toute une légion d'entrepreneurs capitalistes, affairistes de toute espèce, qui non seulement exploitent le pays industriellement, mais y pratiquent sur la plus large échelle la propagande religieuse et politique. — Elle y dépense 6. millions de francs par an en établissemens religieux,

de charité et d'éducation,
avec l'aide du clergé latin
renforcé d'un nombre con-
sidérable d'agens polonais.

Nous ne pouvons pas
empêcher que cette exploita-
tion de la Turquie ne soit
acceptée par la Porte et les
Ministres Turcs, qui y
trouvent leur compte. —

Il serait puéril de nous
en étonner.

Si nous portions même
nos regards plus loin dans
l'avenir, nous devons pré-
voir que les Chrétiens d'O-
rient, une fois rendus à
eux-mêmes, ne pourraient
pas se soustraire à cette
influence du capital et
du progrès matériel, si
puissante aujourd'hui,



et qui se trouve entre les
mains de l'Occident.

Pouvons-nous compter
exclusivement, pour les
combattre, sur la recon-
naissance des Chrétiens
et sur les liens de la foi
et de la race, qui les
rattachent à nous ?

Sans doute. Nous ne
devons pas négliger cette
force morale, puisque c'est
pour le moment la seule
dont nous disposons. —

Nous devons continuer
notre mission de protec-
teurs vis-à-vis des popu-
lations Chrétiennes de l'O-
rient et leur démontrer
par l'expérience que la
Russie est leur seule amie
sincère, constante et

désintéressée, la seule qui
veule toujours leur bien
sans calculs perfides ni
arrière pensée égoïste.

Ils seront amenés à ap-
précier cette amitié, la
comparant, comme les
Principautés-Unies sont
déjà à même de le faire,
avec les sympathies sus-
pectes que la France leur
prête à un taux usu-
raire.

Néanmoins, pour
que la Russie puisse
exercer dans ces contrées
l'ascendant qui lui
appartient, il est indis-
pensable qu'elle ajoute
à ces liens moraux, le
poids d'une position mi-
litaire, financière, industrielle



et commerciale, qui rende
leurs destinées étroitement
et indissolublement soli-
daires.

Or, cette position la
Russie ne peut l'acquies-
cer que par le développement
des forces intérieures, qui
sont aujourd'hui la seule
source effective de la puis-
sance politique des États.

Ainsi, de quelque
côté que se portent nos
prévisions, en Europe
aussi bien qu'en Orient,
nous arrivons toujours à
cette conclusion que, pour
sa propre sécurité, comme
pour le prestige de sa puis-
sance extérieure, dans
l'intérêt des races que la

Providence a mises à sa charge, comme dans celui de la paix et de l'équilibre général, le premier devoir de la Russie est d'achever l'oeuvre de sa réorganisation intérieure, qui renferme le germe de ses destinées à venir et de celles de toutes les races slaves.

C'est là la base fondamentale de notre politique.

Le Cabinet Impérial l'a maintenue jusqu'à présent sans se laisser détourner par aucun péril, aucun entraînement, aucune séduction accidentelle.

Il croit devoir persévérer dans cette voie, sans



illusion sur ce qui a été
fait, sans découragement
sur ce qui reste à accomplir;
convaincu que l'agitation
de la fièvre ne convient
pas à une nation saine,
ni les habiletés suspectes
à un peuple qui a de-
vant lui un avenir
plus grand encore que
son passé; — 20. années
d'abstention et de repos
ne sont rien dans la
vie d'un tel peuple; —
il y retrempe ses forces,
tandis qu'une faute po-
litique peut le faire reculer
d'un demi siècle, alors même
que les conséquences n'en se-
raient pas irréparables. —

quelle prophétie

S^t Pétersbourg
23 Décembre 1867

// Gostmaier